



MODÉLISATION ET SCÉNARIOS DE LA BIODIVERSITÉ

Fiche résultat

COFORSET

Exploiter les richesses, sans miner la forêt

Porteur du projet : Claude GARCIA (Cirad)

Début et fin du projet : 2014-2015

Co-financeur :  FONDS FRANÇAIS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

L'exploitation des forêts du bassin du Congo pour l'agriculture, le bois ou les ressources minérales est en train de transformer les écosystèmes remarquables de cette région du monde. Le projet CoForSet vise à fournir des outils aux différents acteurs (gouvernements, ONG, communautés locales et compagnies forestières et minières) pour mieux anticiper les conséquences de leurs actions et élaborer des stratégies de développement qui intègrent les bonnes pratiques environnementales et sociales.

La compensation, une solution ?

Tous les gouvernements en Afrique Centrale ont formulé des plans dits d'émergence à l'horizon 2035. Les populations locales, agriculteurs et chasseurs cueilleurs bantous et autochtones, ont aussi des attentes en termes d'amélioration des conditions de vie, d'emplois, de désenclavement et d'accès aux services – l'école et les soins en particulier. Leur région, le bassin du Congo, abrite aussi des forêts tropicales humides dont la biodiversité est l'une des plus riches au monde. Difficile d'accès et relativement peu peuplée, elle a été jusqu'à présent relativement préservée. Dans le Tridom par exemple, à cheval sur le Cameroun, la République du Congo et le Gabon, les éléphants de forêt, menacés à l'échelle régionale, mais aussi les gorilles de plaine en danger critique d'extinction, pour ne citer qu'eux, y trouvent refuge. Mais la région est déjà en train de changer. Son sous-sol recèle des gisements de minerai de fer considérables que les gouvernements souhaiteront exploi-

ter pour développer leur pays dès que les cours mondiaux auront remonté. Si la zone couverte par les mines proprement dites est limitée, l'ouverture de routes et l'installation de nouveaux habitants mettent en péril l'équilibre du système. Les autorités et les bailleurs de fonds peuvent exiger des compagnies minières qu'elles évitent ou réduisent leurs impacts sur le milieu et en particulier sur sa biodiversité, mais ces actions ne sont pas suffisantes. D'où le recours aux mesures de compensation – on parle de « séquence ERC » pour Évitement, Réduction et Compensation. Il s'agit pour les compagnies de financer la restauration ou la conservation d'habitats, par exemple en créant une aire protégée, et la protection des espèces, par exemple en luttant contre le braconnage, en particulier le trafic d'ivoire. Ceci afin de compenser « ici » la destruction ou la dégradation causée « là-bas ». Mais cela soulève de nombreuses questions. Que faut-il compenser exactement ? Comment faire ? Et pour quelle incidence sur la biodiversité ?

Participer pour anticiper

Les acteurs concernés par des plans de compensation sont aussi nombreux que les intérêts qu'ils portent. Ainsi, les scientifiques du projet CoForSet, en synergie avec le projet CoForTips, ont utilisé une approche participative appelée « modélisation d'accompagnement » (ComMod). Ils ont réuni des représentants des parties prenantes pour comprendre les relations qu'ils entretiennent entre eux et avec leur environnement. Pour évaluer l'impact de leurs activités sur le paysage, CoForSet a développé un modèle permettant de représenter les interactions entre les processus écologiques, les stratégies individuelles des acteurs, et les facteurs externes tels que la démographie, l'évolution des marchés, les demandes de la société civile, les changements de gouvernance, les innovations technologiques et les changements culturels. Fruit de ce travail collectif, le modèle a été transformé en un jeu de rôle appelé MineSet. Les chercheurs ont à nouveau sollicité des représentants des parties prenantes, cette fois-ci pour prendre part au jeu. Autour du plateau de jeu, les participants gèrent des concessions forestières et minières. Ils dialoguent, négocient, forment des alliances ou rentrent en conflit. Ils décident du développement des infrastructures et de l'emprise spatiale de leurs activités. Ils mettent des gisements et des concessions en exploitation, ou encore allouent des fonds à la reforestation. Ces décisions ont des conséquences environnementales, sociales et économiques, directement visibles sur le plateau de jeu... si tant est que les participants jouent la carte de la transparence. Chaque groupe de joueurs participe à plusieurs sessions séparées dans le temps. Il peut ainsi tester différentes stratégies.

Les joueurs élaborent des scénarios en direct.



Sous nos yeux, c'est « la réalité en miniature », comme le souligne un participant.

Un dialogue, de nouvelles stratégies

Des acteurs de la recherche, des représentants du gouvernement gabonais, de



l'entreprise Total mais aussi de Tropenbos International, une ONG hollandaise qui œuvre pour favoriser l'accessibilité des connaissances aux membres du secteur forestier, se sont déjà prêtés au jeu. « J'ai réalisé que le jeu est un outil d'aide à la décision dans les choix que l'on doit faire pour un projet d'investissement », résume l'une des participantes lors d'un atelier au Gabon en mars 2017. Pour chaque groupe de joueurs, les résultats de la première session sont sans appel : le couvert forestier a diminué, les habitats remarquables ont été transformés, voire détruits, et les conflits avec les populations locales se sont multipliés. Les joueurs ont rapidement compris la complexité du système. Puis, au cours de la session suivante, les actions collectives mises en place par les joueurs ont réduit leur empreinte écologique sur le paysage tout en maintenant la rentabilité des compagnies.

Si l'outil conçu par CoForSet ne dit pas ce qu'il faudrait faire pour que la compensation soit efficace, les protagonistes impliqués peuvent s'en saisir afin d'anticiper les conséquences des diverses démarches qu'ils envisagent. Il leur reste à traduire dans le monde réel les enseignements tirés dans le jeu

Des capacités renforcées et un message à diffuser

L'approche de modélisation participative et l'utilisation des jeux comme support de discussion est totalement nouvelle pour les partenaires et les institutions de la région. Pour leur donner les moyens de les utiliser au mieux, d'arbitrer les sessions et de faciliter le dialogue permettant l'apprentissage collectif, le projet CoForSet a organisé des formations auprès des partenaires. Si de nombreuses structures en lien avec les forêts du bassin du Congo se sont mobilisées dans le cadre de CoForSet, les chercheurs souhaitent que les échanges avec les industriels et les décideurs se poursuivent, avec la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), l'Agence française pour le développement (AFD), le Groupe national sur les forêts tropicales (GNFT), ou encore les concessionnaires forestiers et les groupes miniers. Une discussion avec le Forest Stewardship Council (FSC) est en cours afin que cet organisme, qui labellise le bois issu des forêts gérées durablement, utilise le jeu comme support de discussion pour définir les nouveaux indicateurs de gestion pour son standard de certification. Enfin, au-delà de l'Afrique Centrale, les outils de CoForSet sont diffusés à travers les réseaux de communication dont les partenaires du projet font partie, tels que le programme Forest Trees and Agroforestry (FTA) du Groupe consultatif sur la recherche internationale en agriculture (CGIAR) et le Global Landscape Forum (GLF).

Retrouvez la fiche de présentation du projet sur www.fondationbiodiversite.fr

PARTENAIRES DU PROJET

CIRAD (porteur) France ; Institut de Recherches sur l'Ecologie Tropicale, IRET, Gabon ; International Union for Conservation of Nature - IUCN, Cameroun ; BIOTOPE, France ; Centre National de la Recherche Scientifique et Technique - CENAREST, Gabon ; World Conservation Monitoring Centre, WCMC, UK ; Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux, Belgique; WWF Central Africa Office - WWF CARPO, Cameroun.